Désignation coutumière d'un régent

Arrêté n° 19/INT du 8-3-88 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Woollams Ayéwa Messan en qualité de régent du village de Goumoukopé (Préfecture des Lacs) en remplacement de Togbé Goumou II, décédé.

M. Woollams Ayéwa Messan, régent de Goumoukopé, relève de l'autorité directe du préfet des Lacs.

Le présent arrêté aura effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**Autorisations de paiement**

Décision n° 93/MEF/FCS du 1-3-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq millions cinq cent mille (5.500.000) francs CFA représentant la contribution financière de l'Etat au budget de fonctionnement du centre régional d'éducation ouvrière et coopérative de Dapaong (C.R.E.O.C.-Dapaong) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 32 3000 5478 domicilié à U.T.B. Boulevard circulaire Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 84, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 94/MEF/FCS du 1-3-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq millions deux cent mille (5.200.000) francs CFA représentant la contribution financière de l'Etat au budget de fonctionnement du centre régional d'éducation ouvrière de Kara (CREO-KARA) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 3250 005 domicilié à l'U.T.B. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 84, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 95/MEF/FCS du 1-3-88 — Est autorisé le paiement de la somme de trente quatre millions trois cent trente six mille (34.336.000) francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget du service de gestion de la Maison du R.P.T. (dépenses de personnel) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée par tranches semestrielles de dix sept millions cent soixante huit mille (17.168.000) francs CFA et virée au compte n° 143 ouvert dans les écritures du trésor public à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 82, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 96/MEF/FCS du 1-3-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cent seize millions soixante dix neuf mille cent quatre vingt quinze (116.079.195) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au budget de fonctionnement de l'ASECNA au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée par tranches trimestrielles et virée au compte n° 3170014240 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (U.T.B.) à Lomé au nom dudit organisme suivant détails ci-après indiqués :

1er trimestre	29.019.799	3e trimestre	29.019.799
2e trimestre	29.019.799	4e trimestre	29.019.798

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 84, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 97/MEF/FCS du 1-3-88 — Est autorisé le paiement de la somme de six millions (6.000.000) francs CFA, représentant la contribution financière de l'Etat au budget de fonctionnement du centre d'éducation ouvrière de Lomé (C.E.O.L.) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 400 023-U domicilié à la B.I.A.O. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 84, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

**MINISTERE DU COMMERCE
ET DES TRANSPORTS**

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 2/MCT/MEF du 14 mars 1988 portant suppression des licences d'exportation.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS
ET LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu l'article 21 de la constitution togolaise du 9 janvier 1980 ;

Vu le décret n° 184 du 26 juin 1980, portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Vu le décret n° 86-109 du 5 juin 1986, portant organisation et attributions du ministère de l'économie et des finances,

A R R E T E N T :

Article premier — A compter de la date du 31 mars 1988, les exportations de produits industriels locaux s'effectueront sans licence d'exportation.

Art. 2 — Le directeur des douanes communiquera dans les meilleurs délais à la direction du commerce extérieur les statistiques mensuelles d'exportation.

Si au vu de ces statistiques un risque de pénurie apparait, le ministre du commerce et des transports en consultation avec le ministre de l'économie et des finances est habilité à prendre toute mesure de sauvegarde pour assurer l'approvisionnement du marché local.

Art. 3 — Le directeur du commerce extérieur, le directeur de l'administration des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 mars 1988

Le ministre du commerce et des transports,
N'Souwodji Kawo Ehé.

Le ministre de l'économie et des finances,
Komla Alipui,

Nomination

Arrêté n° 1/MCT du 8-2-88 — M. Ajavon Jaenavho Akouète, gestionnaire, est nommé directeur général-adjoint de la société togolaise de navigation maritime (SOTONAM).

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Désignation d'un représentant de l'Etat devant le tribunal

Arrêté n° 2/MJ/CT1 du 21-1-88 — Le capitaine Ali Badiabadja, commandant le groupement n° 2 de la gendarmerie nationale à Kara, est désigné pour représenter l'Etat togolais devant le tribunal de première instance de Sokodé dans l'affaire ministère public contre Ayénagbo Kouglbléou des chefs d'homicide involontaire et excès de vitesse.

Arrêté n° 3/MJ/CT1 du 21-1-88 — Le capitaine Ali Badiabadja, commandant le groupement n° 2 de la gendarmerie nationale à Kara, est désigné pour représenter l'Etat togolais devant le tribunal de première instance de Sokodé dans l'affaire public contre Lembo Ahité des chefs d'homicide involontaire et défaut de maîtrise.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotion

Arrêté n° 164/MTFP du 16-3-88 — M. Laclé Kpotivi Tèvi-Djidjogbé, n° mle 001243-M, rédacteur en chef principal 3e échelon (catégorie A2 — indice 2000), du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, est promu au grade de rédacteur en chef de classe exceptionnelle à compter du 1er janvier 1987.

Admissions

Arrêté n° 120/MTFP du 25-2-88 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle (BEPC) et du certificat de l'école d'apprentissage agricole de l'institut national de formation agricole de Tové, (I.N.F.A.) sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité

d'adjoints-techniques des forêts et chasses de 2e classe 2e échelon stagiaires (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'environnement et du tourisme (section 39, chapitre 20 du budget général).

MM. Etse Koffi Fiagbo
Guidiga Kouami.

Le présent arrêté prend effet à compter du 12 juin 1987, date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 129/MTFP du 29-2-88 — Mme Dégli Adjoa, épouse Lawani, n° mle 018984-A, monitrice permanente de 2e catégorie hors échelle, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 18 et 19 octobre 1984, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er janvier 1985 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 5 ans 4 mois 16 jours lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 7 décembre 1976 au 31 décembre 1984 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1-1-1985 — monitrice de 3e cl. 1er éch. + 5 ans 4 mois 16 jours de bonification
- 1-1-1985 — monitrice de 3e cl. 2e éch. + 3 ans 4 mois 16 jours de bonification
- 1-1-1985 — monitrice de 3e cl. 3e éch. + 1 an 4 mois 16 jours de bonification
- 15-8-1985 — monitrice de 3e cl. 4e éch. (bonification épuisée).

Arrêté n° 130/MTFP du 29-2-88 — Mme Zecchini Maria Assunta, épouse Assimadi, titulaire du diplôme d'infirmière d'Etat, est nommée dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmière d'Etat de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juin 1982 et reste mise à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'ASECNA).

Une bonification de 6 ans d'ancienneté lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'infirmière d'Etat au pavillon hospitalier de Riva Del Garda du 20 septembre 1966 au 31 mai 1968, à l'hôpital d'Afagnan et à la Province de Trente du 15 décembre 1968 au 1er janvier 1977 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1-6-1982 — infirmière d'Etat de 2e classe 1er échelon + 6 ans de bonification
- 1-6-1982 — infirmière d'Etat de 2e classe 2e échelon + 4 ans de bonification
- 1-6-1982 — infirmière d'Etat de 2e classe 3e échelon + 2 ans de bonification
- 1-6-1982 — infirmière d'Etat de 2e classe 4e échelon (bonification épuisée).